

## FORUM

Antoine Malafosse, délégué général du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

# Quatre chantiers pour la coopération avec l'Afrique

Le CCFD-Terre Solidaire réagit aux propos inopportuns d'Alain Joyandet et propose à son tour des « chantiers pour l'Afrique ».

Dans le fameux film «la folie des grandeurs» de Gérard Oury, Don Salluste, apprenant sa destitution s'exclame «que vais-je devenir ? Je suis Ministre, je ne sais rien faire !». Le Secrétaire d'état à la coopération et au développement, Alain Joyandet, a visiblement une vision du métier de Ministre diamétralement opposée. Après son exposé du 19 juin sur « ses » huit chantiers pour l'Afrique, nous sommes invités à découvrir que trois mois « passés sur le terrain » sont bien assez pour comprendre tous les malheurs de ce continent. Il le déclare lui-même « j'ai créé ma première boîte à 24 ans, sans un rond, c'était bien plus compliqué de faire cela que de s'occuper de l'Afrique ! »<sup>1</sup>.

C'est une véritable insulte à tous ceux qui, africains ou africanistes, savent bien que les richesses des cultures, des géographies et des histoires de ce continent sont bien plus complexes à déchiffrer. Nous attendons beaucoup plus d'un Ministre de la République en 2008.

Au-delà de ces fanfaronnades bien mal venues, le gouvernement fait un mauvais calcul, pour l'Afrique, comme pour la France. Si les citoyens français savent la dureté de la concurrence internationale, nombreux sont ceux qui refusent pourtant qu'on lui sacrifie notre ambition de solidarité avec les pays les plus pauvres.

Nous demandons que le Secrétaire d'état révise sa copie, et, avec nos modestes 47 années d'expériences dans plus de 70 pays, nous lui suggérons à notre tour quatre chantiers qui permettraient de réconcilier les citoyens français et africains avec la politique française de coopération.

**1. Engager la rupture annoncée.** Début 2007, le programme électoral de l'UMP annonçait : « *nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus* ». Un an après l'entrée en fonction de N. Sarkozy, on ne compte plus les dictateurs ayant reçu un soutien ouvert et ferme de notre gouvernement : de M. Omar Bongo (Gabon), à M. Dos Santos (Angola), de M. Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) à Idriss Déby (Tchad).

**2. Soutenir le développement des agricultures familiales vivrières.** Face à la crise alimentaire, la France souhaite « *l'émergence de politiques agricoles souveraines et durables sur le continent* ». Elle ne peut pas, dans le même temps, entériner la libéralisation du commerce agricole prévue dans les accords de partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique. Paris doit obtenir que l'Europe reconnaisse aux pays africains le droit de protéger leurs marchés agricoles.

**3. Financer les dépenses sociales essentielles et tenir parole sur l'aide.** Mauvaise nouvelle également pour les secteurs sociaux. Le Secrétaire d'état évoque à peine les objectifs du millénaire pour le développement qui visent à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Comment le Secrétaire d'état peut-il vanter le rôle des femmes et s'apitoyer sur la forte mortalité maternelle sans garantir un soutien accru aux systèmes de santé en Afrique ? Pour cela il faut respecter nos engagements de consacrer 0,7% du RNB à l'aide publique au développement d'ici 2015. Actuellement, cette aide est en forte chute (0,39% en 2007 contre 0,47% en 2006).

**4. Soumettre la politique française de coopération au débat et au contrôle parlementaires.** Le 8 juillet, la mission d'information parlementaire sur la politique de la France en Afrique, créée en septembre 2007, publiera son rapport. Le secrétaire d'Etat ne pouvait-il pas attendre trois petites semaines pour lancer ses huit chantiers ? L'amélioration de la gouvernance mondiale commence aussi chez nous.

Nous le savons, il faudra du courage pour relever de tels défis, mais « *l'histoire le prouve: les lâchetés d'aujourd'hui peuvent être les conflits de demain.* » Cette réflexion pleine de sagesse saura-t-elle inspirer Alain Joyandet ? Elle est signée... Jean-Marie Bockel, son prédécesseur.

---

<sup>1</sup> In Libération daté du 24 juin

